

Index AI : PRE01/108/2013
05 March 2013

Argentine. Le procès du plan Condor : une avancée historique pour la lutte contre l'impunité dans la région

Le procès qui s'ouvre à Buenos Aires, en Argentine, contre les responsables du plan Condor est une étape historique de la lutte contre l'impunité pour les crimes commis par les régimes militaires et autoritaires des années 1970 et 1980 dans plusieurs pays de la région, a affirmé Amnesty International mardi 5 mars. « Bien que ces dernières années, il y ait eu de nombreux procès en Argentine contre les responsables de violations massives des droits humains dans les années 1970 et 1980, aucun n'a abordé le plan Condor dans son ensemble », a déclaré Guadalupe Marengo, directrice du programme Amériques au sein d'Amnesty International. Les juges argentins vont devoir se prononcer sur la disparition de 106 victimes, originaires pour la plupart d'Uruguay mais aussi de Bolivie, du Chili, du Paraguay et d'Argentine. L'une des victimes était de nationalité péruvienne. L'affaire concerne 25 responsables présumés. On compte parmi eux les anciens présidents argentins de facto Jorge Rafael Videla et Reynaldo Bignone. Le plan Condor était coordonné par les gouvernements militaires de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay, au cours des années 1970 et 1980. Il visait à arrêter, échanger et éventuellement éliminer les opposants. Dans le cadre de ce plan secret, des violations massives des droits humains, y compris des homicides et des disparitions forcées, ont été commises. Bien que certaines personnes aient déjà été jugées pour ces faits dans d'autres pays, en Uruguay par exemple, le procès qui commence constitue une première car il porte sur l'opération dans sa globalité. Des enquêtes judiciaires ont été ouvertes dans les années 1990. Il a fallu plus de dix ans pour qu'elles aboutissent à l'ouverture d'un tel procès. « Ce procès représente une occasion historique pour que beaucoup de victimes et survivants du plan Condor, ainsi que leurs proches, connaissent enfin la vérité et obtiennent justice une fois pour toutes », a ajouté Guadalupe Marengo.